

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

Ralentissement de l'activité économique

En ce début d'année 2015, les principaux indicateurs conjoncturels retrouvent un niveau conforme au contexte économique du Territoire. En effet, en 2013, la tenue des Mini-Jeux du Pacifique et la finalisation des chantiers d'envergure avaient particulièrement mobilisé le secteur du BTP, dynamisant de manière générale l'activité à Wallis-et-Futuna. L'ouverture de nouveaux magasins sur l'archipel en 2014 avait permis au secteur du commerce de prendre le relais, avec la constitution exceptionnelle de stocks tout au long de l'année. Au premier trimestre 2015, le niveau des importations totales a diminué de manière conséquente et les entreprises ont réduit leur effort d'investissement. Les effectifs salariés déclarés sont en faible contraction. Néanmoins, le léger recul de l'indice général des prix et la stabilité de la masse salariale dans le secteur public ont permis aux ménages de maintenir leur niveau de consommation.

Le secteur du commerce revêt de nouveau un rôle moteur sur l'activité économique locale. Les entreprises du BTP sont quant à elles confrontées à une dégradation importante de leurs carnets de commandes, conséquence d'une demande publique limitée. La mise en place d'une sous-régie de recettes auprès du Tribunal de Première instance de Mata'Utu (arrêté du 14 mai 2014) pourrait permettre au secteur privé de redynamiser l'activité du bâtiment. En effet, elle apporterait aux établissements de crédit les garanties nécessaires au recouvrement des prêts à la clientèle, condition indispensable à la relance du financement de l'habitat à Wallis-et-Futuna.

REBOND DE LA CROISSANCE NIPPONE

Au premier trimestre 2015, la Chine affiche un taux de croissance de 7 %, conforme à l'objectif 2015 fixé par le gouvernement mais traduisant l'essoufflement de l'économie. La production industrielle s'est tassée en mars (+5,6 % sur un an) et le pays est confronté à de fortes surcapacités, souffrant de l'atonie de la demande intérieure et du fléchissement des exportations. Le Fonds monétaire international (FMI) maintient ses prévisions de croissance pour 2015 à 6,8 %.

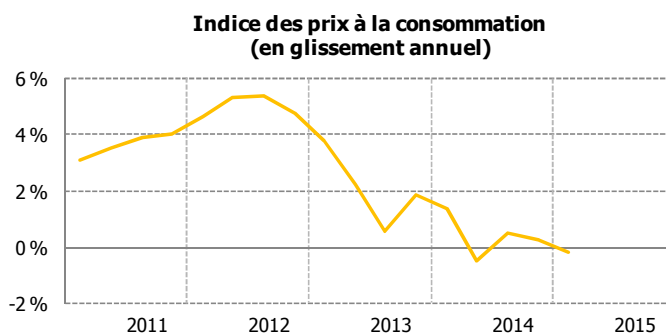
L'économie nippone s'est montrée plus dynamique que prévue : elle affiche une croissance de 0,6 % au premier trimestre 2015 (contre +0,4 % attendu), soit +2,4 % en glissement annuel. L'augmentation de la demande intérieure, le plan de relance budgétaire du pays et l'assouplissement monétaire de la Banque du Japon contribuent à redresser l'économie sans pour autant entraîner un retour de l'inflation. Les prix ont crû de 0,2 % en mars et pourraient fléchir en avril. Le FMI prévoit une croissance japonaise de 1 % en 2015.

Le 6 mai 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a de nouveau abaissé son principal taux d'intérêt d'un quart de point, à un plus bas historique de 2,0 %, en réponse au ralentissement de la croissance du PIB observée depuis l'été 2014. Alors que la croissance australienne s'est établie à 3 % en moyenne entre 2008 et 2014, elle devrait fléchir à 2,8 % en 2015, selon les prévisions du FMI.

En Nouvelle-Zélande, les faibles taux d'intérêt, l'activité soutenue dans la construction et la baisse des prix du pétrole ont contribué à une croissance du PIB de 3,2 % en 2014 qui pourrait se maintenir à 2,9 % en 2015, selon les prévisions du FMI. Les prix à la consommation enregistrent un nouveau recul au premier trimestre 2015 (-0,3 %, +0,1 % sur un an). Fin avril 2015, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu inchangé son principal taux directeur à 3,5 %.

Léger recul de l'indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation est en légère baisse sur le trimestre (-0,3 % au 31 mars 2015), après avoir augmenté de 1,2 % au trimestre précédent. Les prix de l'énergie enregistrent la plus forte contraction (-4,5 %). Celle-ci s'explique principalement par la chute des cours mondiaux du pétrole au cours de la seconde moitié de l'année 2014. Cette chute se répercute avec environ six mois de retard sur les prix à la pompe à Wallis-et-Futuna. Les prix de l'alimentation (+0,4 %), des produits manufacturés (+0,8 %) et des services (+0,4 %) ne progressent que modérément au cours de ce premier trimestre.

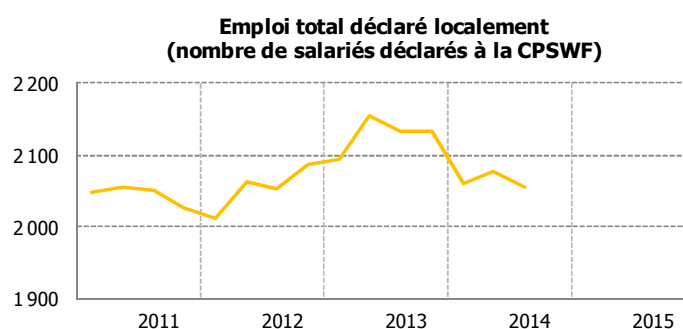


Source : STSEE, données trimestrielles

Au 31 mars 2015, l'indice des prix à la consommation se replie très légèrement en rythme annuel (-0,2 %). Les prix de l'énergie et des produits alimentaires sont respectivement en diminution de 3,9 % et 1,6 %. À l'inverse, les prix des services et des produits manufacturés ressortent en hausse de 2,4 % et 1,1 % sur l'année.

Faible contraction de l'emploi salarié

À fin septembre 2014, l'emploi total déclaré à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF) est en repli de 1,1 % par rapport au trimestre précédent. Il revient à son niveau de mars 2014. On dénombre 2 056 salariés déclarés sur le Territoire. Si les effectifs dans le secteur public restent stables (+0,3 %), ils se contractent de 3,1 % dans le secteur privé. Le secteur de l'industrie et de l'artisanat enregistre la plus forte baisse d'effectifs entre juin et septembre (-8,2 %). Il compte désormais 78 salariés déclarés. Les effectifs dans les secteurs du commerce, des services et du BTP sont également en diminution par rapport à fin juin 2014 (respectivement -1,5 %, -3,1 % et -4,3 %).

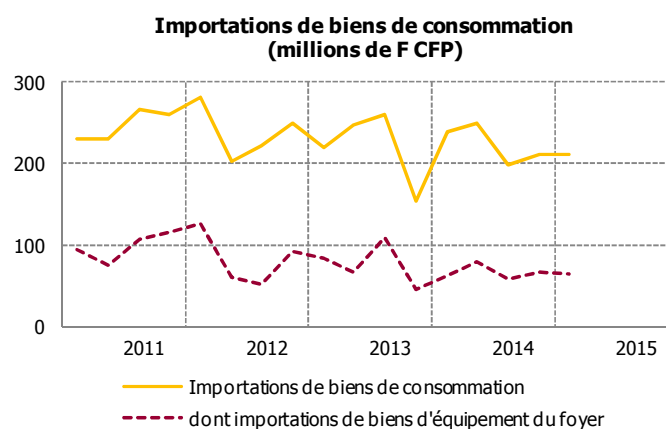


Source : CPSWF

Par rapport au mois de septembre 2013, le nombre total de salariés déclarés s'est réduit de 3,6 %. Cette contraction de l'emploi, en rythme annuel, est observée aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé (respectivement -1,5 % et -6,7 %). Sur la période, le secteur du BTP a perdu plus du tiers de ses salariés déclarés (-35,9 %), comme suite à la finalisation des chantiers d'envergure.

La consommation des ménages se maintient

Au 31 mars 2015, les importations de biens de consommation restent stables par rapport au quatrième trimestre 2014 (-0,2 %, CVS). Les importations d'articles d'habillement et de biens d'équipement du foyer sont cependant en baisse, respectivement de 12,3 % (CVS) et de 5,4 % (CVS) au cours du trimestre. En rythme annuel, les importations de biens de consommation ressortent en recul de 13,2 %. Si les importations d'articles d'habillement suivent la même tendance (-13,9 % sur l'année), les importations de biens d'équipement du foyer augmentent légèrement (+1,3 %).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Corrigé des variations saisonnières, le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs diminue de 38,6 % sur le trimestre. Au cours des 12 derniers mois, la baisse est moins marquée (-12,5 %).

L'encours des crédits à la consommation recule de 5,5 % en rythme trimestriel (-9,7 % sur l'année). Sur le trimestre, le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire se replie de 3,5 % (-8,8 % en rythme annuel). Les retraits de cartes bancaires sont une nouvelle fois en baisse (11 cartes retirées au cours des trois derniers mois contre 17 au quatrième trimestre 2014). Les incidents de paiements sur chèques progressent toutefois de 30,8 % au cours des trois premiers mois de l'année, après une sensible contraction au dernier trimestre 2014 (-56,3 %).

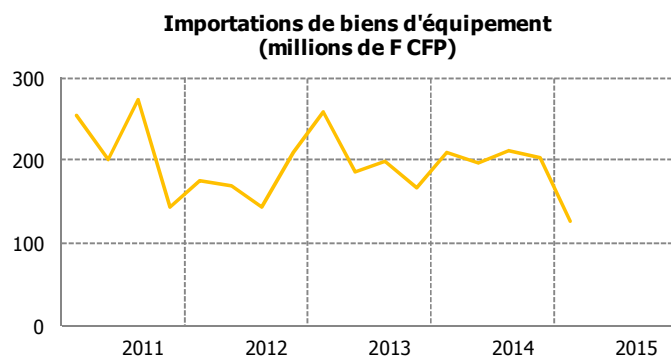
L'investissement des entreprises en repli

Au premier trimestre, les importations de biens d'équipement à destination des professionnels reculent significativement par rapport à fin 2014 (-38,1 %, CVS) et s'établissent à 126 millions de F CFP au 31 mars 2015. Elles diminuent de 34,7 % sur l'année.

Les concours accordés aux entreprises s'élèvent à 821 millions de F CFP, en diminution de 7,1 % en rythme trimestriel. L'évolution des crédits d'investissement, qui représentent 78 % de leur endettement total, explique en grande partie cette variation (-5,2 % sur le trimestre).

On compte une personne morale de plus en situation d'interdiction bancaire sur le trimestre (soit 16 entreprises à fin mars). Le taux de créances douteuses brutes détenues par les établissements de crédit sur les entreprises croît de 1,4 point au cours de la période. Il est de 25,1 % à fin mars.

Le nombre d'acquisitions de véhicules utilitaires neufs diminue sur le trimestre (-21,1 %, CVS). En rythme annuel, la tendance est la même (-26,1 %).

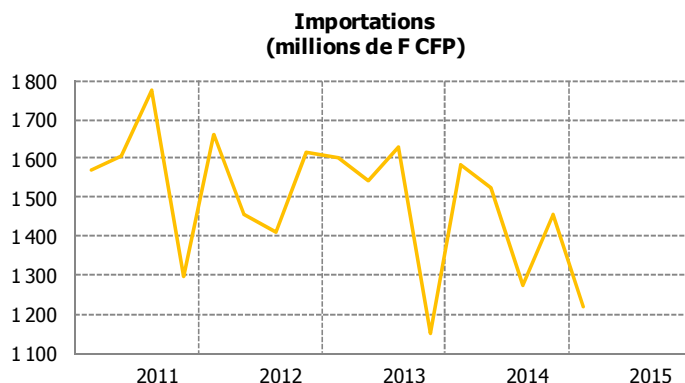


Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Sensible baisse des importations

Les importations du Territoire enregistrent une contraction de 16,2 % (CVS) au 31 mars 2015. Corrigé des variations saisonnières, les importations de produits des industries agricoles et alimentaires, qui représentent plus d'un quart des importations totales, diminuent de 24,1 % sur le trimestre. Les importations de produits de l'industrie automobile sont également en forte baisse sur les trois premiers mois de l'année (-29,3 %). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires suivent la même tendance (respectivement -38,1 % en CVS et -18,1 %).

Sur l'année, les importations enregistrent une contraction de 24,0 %. Tous les postes d'importations sont en recul au cours des douze derniers mois. Si les importations de biens de consommation reculent de 13,2 %, la tendance est plus marquée pour les importations de produits alimentaires, de produits de l'industrie automobile et de biens intermédiaires (respectivement -27,2 %, -34,7 % et -28,8 %).



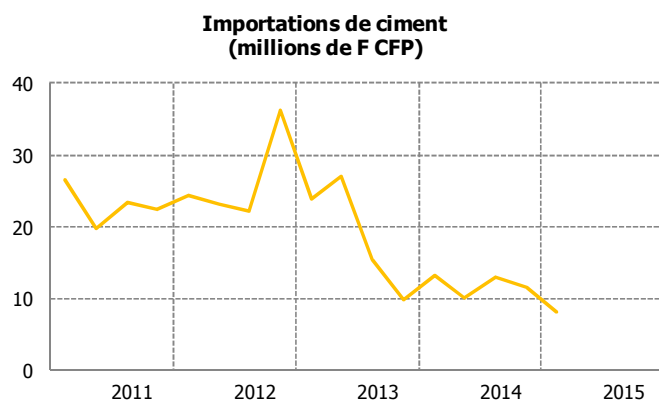
Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Nouvelle diminution de l'activité dans le secteur du BTP

Quelques chantiers publics occupent le secteur du BTP ce trimestre. La construction d'un bâtiment dans le cadre de la mise en place d'un réseau de téléphonie mobile s'est poursuivie. Des travaux pour rénover le réseau d'adduction d'eau ont débuté à Futuna. La construction d'une capitainerie pour le port de Leava à Futuna devrait commencer durant l'année.

Le secteur du BTP apparaît moins dynamique depuis la finalisation des chantiers d'envergure fin 2013. L'évolution des importations de ciment illustre l'important ralentissement auquel le secteur fait face. Au cours du premier trimestre, elles enregistrent une baisse de 29,7 % et s'élèvent à 8,1 millions de F CFP (données CVS).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

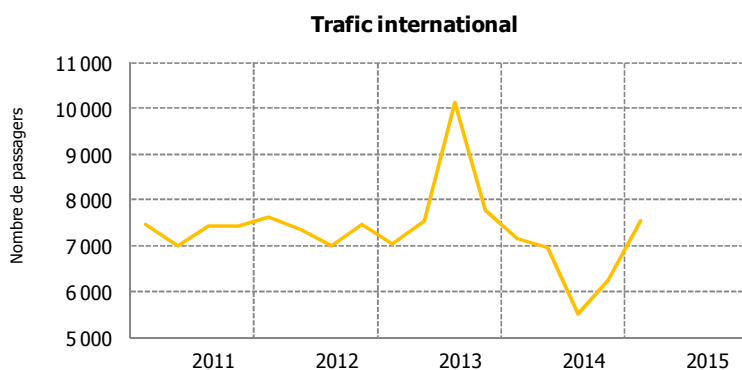
Ralentiement de l'activité commerciale

Après avoir été bien orientée au quatrième trimestre 2014, l'activité commerciale marque le pas en ce début d'année. Les importations de produits alimentaires enregistrent un repli important, aussi bien sur le trimestre que sur l'année (respectivement -24,1 % en CVS et -27,2 %). Le niveau des importations de biens de consommation se maintient sur les trois derniers mois (-0,2 %, CVS), mais recule de 13,2 % sur l'année. Pour mémoire, l'approvisionnement d'une nouvelle grande surface au cours du premier trimestre 2014 avait alors stimulé le niveau de ces importations.

Augmentation de la fréquentation du Territoire

Au cours des trois premiers mois de l'année, la fréquentation du Territoire est en croissance par rapport au trimestre précédent. Au 31 mars, on dénombre 7 539 passagers au départ ou à l'arrivée de Wallis vers l'international. On constate une augmentation de 20,3 % (CVS) du nombre de passagers par rapport au trimestre précédent. Sur l'année, la tendance est la même. Le nombre de voyageurs progresse en effet de 11,5 %.

La desserte aérienne inter-îles a, quant à elle, permis à 3 535 passagers de relier Wallis à Futuna au cours des trois derniers mois, en hausse de 9,5 % (CVS) par rapport à fin 2014. La fréquentation est également en croissance par rapport au premier trimestre 2014 (+8,0 %).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE MODÉRÉE ET HÉTÉROGÈNE

Selon les prévisions du FMI d'avril 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester modérée en 2015 (+3,5 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec des évolutions contrastées selon les zones géographiques considérées. Alors que les perspectives de croissance s'améliorent pour les pays avancés, celles concernant les pays émergents et les pays en développement se dégradent. Ces derniers contribueraient tout de même à hauteur de 70 % à la croissance mondiale en 2015.

Aux États-Unis, l'activité a été plus faible que prévue au premier trimestre 2015 : le PIB s'est contracté de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec un hiver rigoureux et l'appréciation du dollar, qui pèse sur les échanges extérieurs. La faiblesse des cours du pétrole, un ajustement budgétaire modéré et une politique monétaire toujours accommodante soutiennent toutefois la demande intérieure.

En zone euro, le PIB progresse de 0,4 % au premier trimestre 2015, après +0,3 % au quatrième trimestre 2014. Pour rappel, la croissance 2014 s'est établie à +0,9 % (Eurostat). D'après le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro. En 2015, l'activité économique devrait accélérer, portant la croissance annuelle à +1,5 %.

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE le 13 mai 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,2 % en 2014. Au premier trimestre 2015, le PIB progresse de 0,6 % après avoir stagné au quatrième trimestre 2014. L'accélération de la consommation des ménages et les variations de stocks contribuent positivement à l'évolution du PIB, tandis que l'investissement et le solde du commerce extérieur pèsent sur son évolution. Le FMI prévoit une croissance de +1,2 % pour la France en 2015.

Au Japon, après une année 2014 décevante, la croissance devrait aussi se redresser, grâce à l'affaiblissement du yen et à la baisse des prix du pétrole.

En Chine, le FMI prévoit un nouveau ralentissement de l'investissement, en particulier dans l'immobilier. Au Brésil, une moindre confiance du secteur privé, un durcissement de la politique macro-économique ainsi que la sécheresse influent négativement sur les perspectives de croissance. En Russie, les prévisions de croissance reflètent l'impact économique de la forte baisse des prix du pétrole et de la montée des tensions géopolitiques.

En 2016, l'activité économique des pays émergents devrait s'accélérer et porter la croissance mondiale à +3,8 %.

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...). Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE - Responsable de la rédaction : V. LOMBARD - Éditeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer : juin 2015 - Dépôt légal : juin 2015 - ISSN 1968-6277